

Pour que continue la formation

Elisabeth Busser

*"L'appétit de savoir nait du doute.
Cesse de croire et instruis-toi"
(André Gide)*

"Je suis en stage, tu es en formation, il anime un séminaire, nous n'avons plus de professeur, vous exagérez, ils n'iront plus!"...

Qui d'entre nous n'a jamais entendu conjuguer sous toutes les formes des litanies de ce style ?

Au moment où s'élaborent dans chaque académie les plans de formation pour l'année prochaine, et même si l'époque est plutôt aux gelées blanches, voila que fleurissent les questions :

- quels besoins, quelles attentes viennent des collègues?
- quels projets ont les formateurs ? Quelles réponses peuvent-ils offrir à la demande ?
- quel cadre horaire ? quels lieux ?
- quel public viser ?
- quel suivi mettre en place ?

Quel dédale d'interrogations !

Comme c'était simple au début ...

Il y avait la **Formation initiale**, un point c'est tout.

Voilà qu'avec les "Mathématiques modernes" il y eut le "Recyclage", et la naissance des IREM. Les IREM sont toujours debout - et je l'espère pour longtemps encore - mais pour ce qui est du "recyclage", le terme a vécu ... il n'y a plus désormais que pour le papier et pour le verre qu'on "recycle" !

Et puis, il y a eu le "PAF" des années 80, et avec lui ont émergé d'autres demandes, en nombre croissant.

Alors, toutes ces questions posées d'entrée doivent précéder immédiatement l'établissement même du plan de formation, et chaque acteur du système doit se les poser un jour. Seulement, il est à craindre que, pris par le temps, pris dans l'action, on se laisse emporter dans un nouveau cycle de formation, soit comme "formateur" soit comme "formé", sans se poser une fois, une seule petite fois, les questions de fond.

Les vraies questions

Elles sont parfois tellement fondamentales que personne ne les écouterait si on les posait, ou tellement énormes qu'on n'ose pas les soulever. Ce sont de celles que le temps qui nous presse toujours, empêche de poser, ou celles qui sont gênantes et qu'on poserait bien, mais en baissant les yeux, et que - tout bien réfléchi - on ne posera pas.

En première ligne vient la question du "**Qui commande quoi ?**"

Il existe, et nous en avons eu un exemple récent, des plans de grande envergure, dont la commande vient "d'en haut". Là les professeurs sont formés en quantité, les formateurs ont bien travaillé, mais on peut s'interroger (encore une question !) sur l'efficacité, en termes de transformation des pratiques professionnelles, des enseignants ainsi formés.

Il existe aussi des offres de formation issues exclusivement des formateurs. Elles sont certes alléchantes, et bien souvent intéressantes parce que novatrices, mais attention à la généralisation de pratiques trop "pointues" !

Les formations proposées aux enseignants sont la plupart du temps dispensées par des enseignants. Là encore, le danger de rester "en vase clos" est grand. Pourquoi, de même que les professeurs peuvent faire de la

formation en entreprise, ne pas inviter comme formateurs des intervenants extérieurs ?

Vient ensuite la question : **"Qui paie quoi ?"**

Une chose est claire : les choix budgétaires qu'impose la formation ne sont pas rentables à court terme. La tentation est donc grande pour le "Grand Argentier de l'Etat" de minimiser les coûts de ces choix et, si les enseignants doivent, pour se former, payer leur écot, de s'en laver les mains.

La question va même plus loin : non seulement la formation continue est rarement prise sur le temps de travail dans les faits, mais en plus, elle se fait, en France du moins, sans aucune incidence sur le plan de carrière des enseignants. Cela aussi est une question d'argent : il faut des aménagements permettant soit le remplacement des collègues en formation, soit la mise en place de plages horaires non pénalisantes réservées aux actions de formation. Il faut également que soient pris en compte et traduits par une accélération des carrières les efforts de formation de ceux qui les font.

Restons donc "fermes sur les prix" : la formation coûte cher à l'Etat, mais elle est un passage obligé vers l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Qu'on se le dise !

Arrive maintenant la question du **"Qui fait quoi ?"**

Reconnaissons ici, qu'à tous les niveaux, de la Maternelle à l'Université, peu d'intervenants potentiels existent, et que seul un petit nombre d'entre eux est préparé à une tâche de formation d'adultes. Cela risque et de limiter considérablement la palette des formations offertes, et de réduire leur efficacité.

De plus, répondre par un discours uniforme à des besoins de formation "tous azimuts" n'est pas une solution satisfaisante : il faut donc des formateurs aux compétences complémentaires, intervenant dans une coopération harmonieuse. Difficile à gérer, tout cela !

On pourrait croire avoir fait le tour, et estimer qu'en dosant subtilement les réponses à ces trois questions, on aurait résolu le problème de la formation continue.

Mais alors : **"Qu'est-ce qui coince ?"**

Pourquoi existe-t-il une grande proportion de nos collègues qui ne participent jamais à aucune action de formation ? N'ont-ils donc aucune

difficultés dans leur métier ? Ou alors sont-ils déçus par l'apport des formations proposées ? Ne voient-ils aucune suite à donner à l'action de formation ? N'envisagent-ils pas ses développements possibles ? Pourquoi certains s'évaporent-ils et ne reviennent-ils plus dès la première demi-journée de formation ?

Autant de questions, autant de réponses. Avec les années d'expérience des IREM, les années d'existence et de travail de l'A.P.M.E.P. où nous ne cessons de débattre de telles questions, nous n'avons certes aucune recette, ni aucune garantie d'efficacité de la formation continue. Nous pouvons seulement, en guise de conclusion, dresser la liste des conditions sans lesquelles une bonne formation continue ne peut avoir lieu.

Les conditions *sine qua non*

Pour que la formation puisse être continue, c'est-à-dire "faire boule de neige", et que les enseignants aient, non seulement le désir de la poursuivre, mais aussi celui de la rendre efficace, il faut *qu'elle s'intègre dans un projet*. Cela peut être aussi bien un projet professionnel pour le professeur qu'un projet de développement d'une action cohérente et réfléchie au sein de son établissement.

Les objectifs de cette formation ne peuvent être atteints que s'ils sont *clairement définis*, et pour l'instance organisatrice de la formation, et pour les "usagers". Cela impliquera, bien sûr, *des choix budgétaires revus à la hausse* pour toute action de formation continue définie dans ces conditions.

Je soulignerai enfin un point essentiel à mes yeux : pour donner envie de participer à des actions de Formation Continue, et attirer un public qui ne se sent pas encore concerné, il est nécessaire de proposer *une grande diversité de formules*. Cela peut aller bien entendu des journées, ou demi-journées de stage, aux visites mutuelles, aux temps d'observation, en passant par la recherche menée parallèlement à une action de formation, ou l'approfondissement de questions vues en formation initiale.

C'est ici que se rejoignent les participations de divers partenaires, parmi lesquels les Universités, et bien évidemment les IREM, qui se doivent d'être au cœur du dispositif.

A nous donc, membres de l'A.P.M.E.P., animateurs des IREM, de nous impliquer dans les projets d'établissement, de peser chaque fois que c'est possible, sur les décisions budgétaires, sur les orientations des actions de formation. A nous aussi de faire en sorte que les enseignants, actuels ou à venir,

Bulletin de l'APMEP n°372 - Février 1990

aient le goût du renouvellement continu de leurs pratiques. A nous de faire en sorte qu'ils reçoivent en grand nombre une Formation Continue de qualité, gage que cette qualité reste en toile de fond de la formation qu'ils dispenseront à leurs élèves.